

Consultation Publique ARCEP
Analyse des marchés pertinents de l'accès au service
téléphonique et du départ d'appel en position déterminée

Réponse de Verizon France

27 juin 2017

Introduction

Verizon France remercie l'Autorité de lui donner l'occasion de s'exprimer dans le cadre du 5^{ème} cycle d'analyse des marchés pertinents de l'accès au service téléphonique et du départ d'appel en position déterminée, étant rappelé que ses positions et observations formulées dans le présent document ne valent que pour ce qui concerne le marché non résidentiel en France.

Verizon France partage l'analyse de l'Autorité et les orientations envisagées, sauf à propos de la suggestion de lever l'obligation pour Orange d'offrir la présélection sèche sur le marché non résidentiel. Celle-ci répond encore à une réelle demande de la part d'entreprises qui souhaitent temporiser pour migrer directement vers des solutions IP sans passer par une phase transitoire en VGAST.

Question 1.

Les acteurs du secteur sont invités à se prononcer sur la pertinence de la levée de la régulation des modalités sèches (i.e. hors VGAST) de sélection du transporteur

Verizon France ne fournit pas de services sur le marché résidentiel, et n'est donc pas en mesure de se prononcer à ce sujet.

Question 2.

Les acteurs du secteur sont invités à se prononcer sur l'avenir des offres principalement téléphoniques sur le marché résidentiel.

Verizon France ne fournit pas de services sur le marché résidentiel, et n'est donc pas en mesure de se prononcer à ce sujet.

Question 3.

Les acteurs du secteur sont invités à se prononcer sur la levée de la régulation asymétrique d'Orange sur les marchés résidentiels de l'accès au service téléphonique en position déterminée pour la clientèle résidentielle.

Verizon France ne fournit pas de services sur le marché résidentiel, et n'est donc pas en mesure de se prononcer à ce sujet.

Question 4.

Les acteurs du secteur sont invités à se prononcer sur l'avenir des offres principalement téléphoniques sur le marché non résidentiel.

Verizon France partage entièrement l'analyse que fait l'Autorité de la situation et de la demande encore très importante de la clientèle entreprise pour des accès RTC.

L'avenir est assurément à la téléphonie sur IP mais la migration est lente, principalement parce qu'elle nécessite des investissements importants chez les clients. Verizon voit bien le trafic TDM décroître mais certainement pas à la même vitesse que sur le marché résidentiel. Les clients Entreprises sont encore sensibles à la qualité de service du TDM, beaucoup ont encore besoin de fax et d'autres services qui ne sont pas encore parfaitement supportés par le SIP.

Question 5.

Les acteurs du secteur sont invités à se prononcer sur le maintien des obligations d'Orange sur le marché non résidentiel de l'accès au service téléphonique en position déterminée et du départ d'appel associé.

Bien que n'ayant pas recours à l'offre de VGAST, Verizon France considère un tel maintien comme nécessaire cohérent avec l'analyse faite par l'Autorité de la situation concurrentielle sur le marché non résidentiel (cf. Question 4 ci-dessus).

Question 6.

Les acteurs du secteur sont invités à se prononcer sur l'allègement des obligations d'Orange sur le marché de détail de l'accès au service téléphonique depuis un poste fixe pour la clientèle non résidentielle et sur le marché de gros du départ d'appel.

Verizon France n'est pas favorable à un tel allègement.

La présélection sèche répond encore à un réel besoin d'une bonne partie de sa clientèle qui préfère temporiser pour migrer directement vers des solutions IP sans passer par une phase transitoire en VGAST, notamment dans la perspective de nouvelles alternatives techniques qui répondent mieux à leur attente. La décroissance sur ce marché non résidentiel est en encore lente, ce qui justifie pleinement le maintien de l'ensemble des remèdes en place.

On pourrait imaginer une augmentation des frais d'activation de la présélection sèche, afin de ne pas l'encourager, voire de dissuader les rares nouvelles demandes qui se présentent. En revanche il faudra que l'augmentation du départ d'appel reste modérée afin que celui-ci ne devienne pas une rente de situation induite comme on a pu l'observer avec la LPT 2MB.

Question 7.

Les acteurs du secteur sont invités à se prononcer sur l'opportunité de généraliser l'interconnexion au PRO au trafic de départ d'appel.

Verizon France partage l'analyse de l'Autorité selon laquelle la décroissance du trafic justifie la généralisation de la collecte au niveau PRO, à condition toutefois que le même tarif régulé de départ d'appel continue de s'appliquer au PRO (ce qui est probablement ce qu'il faut

comprendre de la proposition de l'Autorité étant donné que la collecte au PRO n'est pas une nouveauté en soi).

Question 8.

Les acteurs du secteur sont invités à faire part de leurs observations quant à la nécessité d'imposer à Orange de livrer le trafic du départ d'appel RTC en mode IP.

Verizon France considère qu'il est effectivement indispensable d'imposer à l'opérateur historique la livraison de trafic de départ d'appel RTC en mode IP. Il ne serait pas efficace de contraindre les opérateurs alternatifs à maintenir des interconnexions TDM qui ne serviraient qu'à cette collecte.